

Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-33/ AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-10 et suivants relatifs à l'ordre du jour et au fonctionnement des séances du conseil municipal permettant à la majorité des suffrages exprimés et en début de séance, de modifier l'ordre du jour en y ajoutant une ou plusieurs questions nouvelles ;

Vu la convocation en date du premier juin deux mille vingt-six fixant l'ordre du jour initial de la présente séance ;

Vu la proposition d'inscription à l'ordre du jour, présentée par Madame la Maire, relative aux représentations extérieures.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

D'émettre un avis favorable pour ajouter un point à l'ordre du jour « représentations extérieures ».

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johnny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-34/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 28 AVRIL 2026

Madame la Maire soumet au vote l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal qui s'est déroulée le mardi 28 avril 2026.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

D'approuver le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 28 avril 2026.

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johnny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-35/ DESIGNATION DES DELEGUES AUX ELECTIONS SENATORIALES :

Les conseils municipaux sont convoqués le vendredi 5 juin 2026, afin de désigner leurs délégués et suppléants au sein du collège électoral qui sera chargé de procéder à l'élection des sénateurs le dimanche 27 septembre 2026.

Mme BORDET Sonia, maire a ouvert la séance.

M. Stéphane MASZCZYK a été désigné en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

La maire a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré 15 conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L.2121-17 du CGCT était remplie.

La maire a ensuite rappelé qu'en application de l'article R. 133 du code électoral, le bureau électoral est présidé par le maire ou son remplaçant et comprend les deux conseillers municipaux les plus âgés et les deux conseillers municipaux les plus jeunes présents à l'ouverture du scrutin, à savoir M./Mmes Jean-Luc MICHELET, Catherine ROY, Priscilla DEBRIX LECLERCQ et Myrddin SCOTET.

La maire a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection des délégués et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs. Elle a rappelé qu'en application des articles L. 289 et R. 133 du code électoral, les délégués (ou délégués supplémentaires) et leurs suppléants sont élus sur la même liste, sans débat, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel.

La maire a indiqué que conformément aux articles L. 284 à L. 286 du code électoral, le cas échéant l'article L. 290-1 ou L. 290-2, le conseil municipal devait élire 5 délégués et 3 suppléants.

Les candidats peuvent se présenter soit sur une liste comportant autant de noms qu'il y a de délégués (ou délégués supplémentaires) et de suppléants à élire, soit sur une liste incomplète (art. L. 289 du code électoral).

Chaque liste de candidats aux fonctions de délégués et de suppléants est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Avant l'ouverture du scrutin, la maire a constaté qu'une seule liste de candidats avait été déposée. Un exemplaire de la liste de candidats a été joint au procès-verbal en annexe.

Après le bon déroulé des opérations de vote et du dépouillement, les résultats sont les suivants :

- a. Nombre de conseillers présents et représentés : 19
- b. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote : 0
- c. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés dans l'urne) (a-b) : 19
- d. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau : 0
- e. Nombre de suffrages déclarés blancs par le bureau : 5
- f. Nombre de suffrages exprimés $[c - (d + e)]$: 14

Ont obtenu :

Liste « Tous acteurs pour Tréméoc » : 14 voix

Le Conseil Municipal, élit, au scrutin secret :

MME BORDET Sonia	Déléguee
M. MEUR Johny	Délégué
MME DEBRIX LECLERCQ Priscilla	Déléguee
M. COCHARD Alexandre	Délégué
MME LE GOFF Nathalie	Déléguee
M. MASZCZYK Stéphane	Suppléant
MME TRIN Françoise	Suppléante
M. BRETON Xavier	Suppléant

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-36/ Désignation représentant CLECT :

Madame la Maire présente le dossier.

La CLECT est obligatoire pour les communautés soumises à FPU. Cette commission est chargée d'établir un rapport sur les charges transférées lors de chaque transfert de compétence, permettant de modifier les attributions de compensation entre EPCI et communes : « La commission d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer ». Le conseil communautaire en date du 24 avril 2026 a fixé la composition de la CLECT, comme suit :

- le président de la communauté de communes ;
- le vice-président de la communauté de communes en charge des finances ;
- un élu titulaire et un élu suppléant par commune.

Les communes sont appelées à délibérer pour désigner leurs représentants.

La CLECT lors de sa première réunion élira son président et un vice-président parmi ses membres.

Il est précisé que la CLECT pourra aussi associer à ses travaux, en fonction des thèmes traités mais sans prendre part au vote, les vice-présidents en charge des compétences transférées ou toute autre personne qualifiée.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

De désigner :

- **Sonia BORDET Membre titulaire de la CLECT**
- **Johny MEUR Membre suppléant de la CLECT**

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johnny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-37/ Désignation représentants SPL :

Madame la Maire présente le dossier.

La SPL « destination Pays bigouden sud » est composée de plusieurs instances ayant chacune un rôle spécifique.

- **Le conseil d'administration** est composé de 15 membres, il administre la SPL.

Les douze communes et la CCPBS sont représentées au sein du conseil d'administration soit au titre de la CCPBS soit au titre de la commune. Soit 10 représentants élus par la CCPBS et deux par les communes de Penmarc'h et Plomeur.

Les représentants des professionnels du secteur du tourisme disposent de trois sièges.

- **L'assemblée générale** est composée de 13 membres. Un représentant CCPBS et 12 représentants communes.

Elle peut être extraordinaire lorsqu'il est question de modifications directes ou indirectes des statuts. L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration. Elle est réunie au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice.

- **Le conseil consultatif** est composé de 24 membres, 12 élus et 12 représentants des professions et activités intéressées par le tourisme.

Le conseil consultatif est consulté, avant toute réunion du CA sur les projets de délibération intéressant la promotion, l'accueil et le développement touristiques, à l'exclusion des questions relatives à l'organisation interne de la SPL.

Dans une volonté de simplification, il est proposé que le représentant de l'assemblée générale et du conseil d'administration soit le même afin de faciliter l'obtention du quorum.

De même il est proposé que le représentant au sein du conseil consultatif soit l'adjoint au tourisme de la commune.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

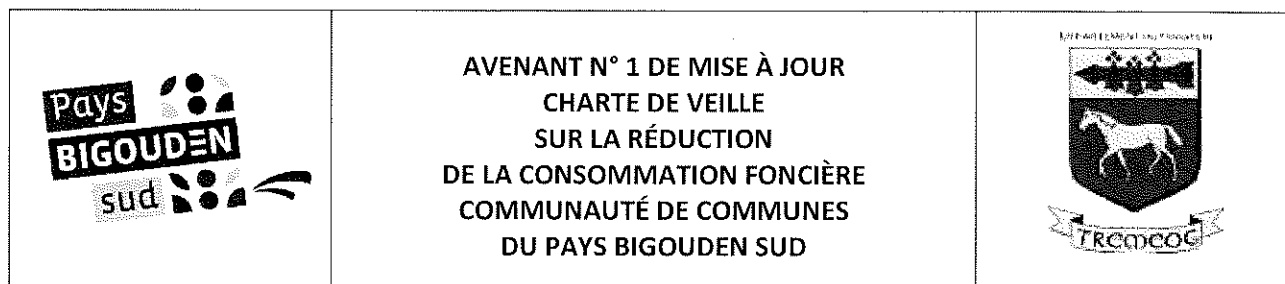
- **Sonia BORDET** comme son représentant permanent au sein de l'assemblée générale de la SPL.
- **Priscilla DEBRIX-LECLERCQ** au sein du conseil consultatif de la SPL.

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Annexe à la délibération n°2026-38 / Avenant n°1 charte de réduction de la consommation foncière et création de la commission dédiée



Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2231-1 et R.2231-1,

Vu le Code de commerce, et notamment l'article L.752-6,

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « LCR ») et notamment son article 191,

Vu la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Vu les décrets n° 2023-1096, 2023-1097 et 2023-1098 en date du 27 novembre 2023,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14/12/2021 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays bigouden sud et opérant le transfert en lieu et place des communes membres, de la compétence Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du conseil communautaire, en date du 29 juin 2023, prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUiH), fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public, et arrêtant des modalités de collaboration avec ses communes membres,

Vu la charte de gouvernance signée dans le cadre de l'élaboration du PLUiH entre la communauté de communes et les communes membres le 19 janvier 2022,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes du territoire, Combrit, ..., Tréméoc, en date du 9 janvier 2025, indiquant la tenue d'un débat concernant le projet d'aménagement et de développement durable du projet de plan local d'urbanisme intercommunal susvisé,

Vu la délibération du conseil communautaire n° C-2025-02-06-02, en date du 6 février 2025, indiquant la tenue d'un débat concernant le projet d'aménagement et de développement durable du projet de plan local d'urbanisme intercommunal susvisé,

Vu la charte de veille sur la réduction de la consommation foncière signée le 04/12/2025 entre la commune de Tréméoc et la communauté de communes du Pays bigouden sud (CCCPBS),

Vu la délibération du conseil communautaire n° C-2026-04-30-09, en date du 30 avril 2026, autorisant monsieur Stéphane LE DOARÉ, président de la communauté de communes du Pays bigouden sud (CCCPBS), à signer le présent avenant n° 1 de mise à jour de la charte,

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 5/06/2026 autorisant madame le maire de la commune de Tréméoc à signer le présent avenant n° 1 de mise à jour de la charte,

PRÉAMBULE :

Rappel du contexte

La communauté de communes du Pays bigouden sud est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2022. Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUiH), une charte de gouvernance fixant les modalités de collaboration entre la communauté de communes et les communes membres a été signée le 19 janvier 2022.

L'élaboration d'un document d'urbanisme de cette ampleur amène à respecter, prendre en compte de nombreux documents supra-intercommunaux et réglementations nationales.

C'est notamment le cas de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « LCR »). La loi LCR prévoit un objectif fort de réduction de la consommation foncière qui, progressivement, doit conduire en 2050 à la « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN).

L'article 191 de cette loi, précise que : « Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date. Ces objectifs sont appliqués de manière différenciée et territorialisée, dans les conditions fixées par la loi. »

Cet objectif doit être traduit au sein des documents de planification locale, à savoir avant le 22 février 2027 concernant les SCoT (avec pour conséquence l'impossibilité d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation) et le 22 février 2028 concernant les PLU (avec pour conséquence le gel de la délivrance des autorisations d'urbanisme en zones AU).

Comme indiqué, ces objectifs de réduction de la consommation foncière doivent être territorialisés, et c'est ce qui est prévu au niveau régional par le projet de modification du Srdet qui alloue une enveloppe de consommation foncière de **229 Ha** au territoire de SCoT de l'ouest Cornouaille.

La répartition de cette enveloppe entre les 4 EPCI et le Sioca (projets d'une certaine ampleur avec un rayonnement à l'échelle de ce territoire) reste à définir. Et ce ne sera que lorsque cette enveloppe aura été définie sur le territoire de la CCPBS que les collectivités (12 communes et la CCPBS) pourront commencer à réfléchir à une répartition.

Prévue par la loi, en date du 20 juillet 2023 et son décret d'application du 27 novembre 2023, la conférence régionale de gouvernance « ZAN », composée de 41 membres acteurs et représentants de la planification territoriale bretonne, a lancé plusieurs groupes de travail sur les thématiques suivantes : mesures de la consommation, mise en œuvre stratégique de la sobriété foncière, projets d'envergure régionale, nationale et européenne appelant à une mutualisation de l'effort foncier.

Afin de comptabiliser la consommation foncière, un outil de mesure commun a été élaboré en premier lieu par l'agence d'urbanisme du Pays de Brest (Adeupa), avant d'être généralisé et institué comme outil de référence à l'échelle de la région Bretagne à savoir le Modèle d'Occupation des Sols (MOS).

Dans ce cadre, le territoire de la CCPBS a travaillé et proposé une méthode de calcul commune aux 4 EPCI de l'ouest Cornouaille afin de mesurer la consommation foncière à l'appui du MOS. Ce travail a été effectué pour la période allant d'août 2021 à juillet 2024 mais le MOS doit être amendé et ce calcul sera partiellement à reprendre au 1^{er} trimestre 2025.

En tout état de cause, il apparaît une tendance claire sur le fait que la consommation foncière a été importante entre 2021 et 2023 notamment, du fait de la période post-covid qui a engendré un fort volume de création de logements sur des espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF).

Les travaux d'élaboration du PLUiH en cours ont retranscrit dans le projet de PADD débattu par les conseils municipaux le 9 janvier 2025 et par le conseil communautaire le 6 février 2025, cet objectif de réduction de la consommation foncière en fixant une trajectoire de réduction oscillant entre - 40 et - 50 %.

Toutefois, il demeure à ce stade de nombreuses inconnues règlementaires et remontée de projets qui permettront d'affiner la répartition de cette enveloppe sur le territoire de la CCPBS.

Pour autant, il est essentiel dans l'attente de l'affectation des enveloppes de consommation foncière aux différentes collectivités, d'avoir une observation et vigilance concernant les projets ou autorisations d'urbanisme impactant l'enveloppe globale de consommation foncière qui sera établie à l'échelle du territoire de la CCPBS.

C'est pourquoi le comité de pilotage en charge de l'élaboration du PLUiH, en date du 8 octobre 2024, a proposé avec un vote à l'unanimité des membres y participant qu'une charte relative à la mise en place d'une veille concernant la consommation foncière et d'une commission consultative dédiée soit rédigée.

La présente charte s'inscrit dans ce contexte de préservation des ressources naturelles et de lutte contre l'artificialisation des sols, et vise à mettre en place une commission dédiée à la veille sur la réduction de la consommation foncière sur son territoire. Cette commission a pour objectif de suivre, analyser et accompagner les initiatives locales visant à limiter l'impact environnemental de l'aménagement urbain et à optimiser l'usage du foncier.

Les dispositions figurant ci-après précisent les dispositions auxquelles les collectivités s'engagent concernant cette veille de la consommation foncière.

ARTICLE 1 : OBJECTIFS DE LA COMMISSION DE VEILLE SUR LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION FONCIÈRE

La commission a pour principaux objectifs :

1. **suivi des tendances de consommation foncière** : identifier les dynamiques de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur le territoire ;
2. **analyse des projets engendrant de la consommation foncière** : examiner et émettre un avis sur les projets de développement urbain et leur incidence sur les objectifs de préservation des espaces naturels en cours d'écriture dans le cadre de l'élaboration du PLUiH ;
3. **émettre des propositions** de rattachement des projets aux différentes strates d'enveloppes de consommation foncière (Sioca, CCPBS, communes) ;
4. **veille sur la qualité des opérations d'aménagement structurantes du territoire** : formuler des recommandations et examiner les demandes de versement des aides de l'habitat en lien avec la charte de qualité des opérations d'aménagement issue du PLH (approbation en 2025) ;
5. **communication et sensibilisation** : échanger sur les bonnes pratiques, assurer la veille réglementaire, présenter les outils techniques et juridiques à disposition des collectivités et promouvoir des solutions alternatives pour un aménagement plus responsable et vertueux ;

6. **évaluation de l'impact des politiques publiques** : suivre et évaluer les mesures de gestion foncière mises en place au niveau local.

ARTICLE 2 : MISE EN PLACE et COMPOSITION DE LA COMMISSION

La commission de veille sur la réduction de la consommation foncière a été mise en place, suivant délibération du conseil communautaire, en date du 30 avril 2026.

Le président de la CCPBS sera président de droit de cette commission pour laquelle il est proposé que la vice-présidence soit assurée par M. Yannick LE MOIGNE, vice-président délégué à l'aménagement. En référence à la charte de gouvernance qui pose le principe de représentation de chaque collectivité de manière équitable, chaque commune a désigné comme suit un représentant (un titulaire et un suppléant) qui devra assister aux travaux de cette commission :

Commune	Titulaire	Suppléant
Combrit	Hervé LE TROADEC	Christian LOUSSOUARN
Ile-Tudy	Armel ABIT	Éric JOUSSEAUME
Le Guilvinec	Lenaig LOPÉPÉ	Jean-Luc TANNEAU
Loctudy	André FLAMAND	Sylvain COSNARD
Penmarc'h	Christian BUREL	David LE BERRE
Plobannalec-Lesconil	Loïc LE FUR	Didier GOAËR
Plomeur	Ronan CRÉDOU	Nelly STÉPHAN
Pont-l'Abbé	Valérie DRÉAU	David DURAND
Saint-Jean-Trolimon	Didier LE BLEIS	Jean Jacques VINOLO
Treffogat	Nathalie CARROT-TANNEAU	Daniel LE PRAT
Tréguennec	David CARVAL	Jean-Daniel MAO
Tréméoc	Xavier HENNEQUIN	Françoise TRIN

Il est précisé que le titulaire et le suppléant pourront assister ensemble aux travaux de la commission pour assurer une meilleure continuité et transmission des informations mais chaque commune et la CCPBS ne disposeront que d'une voix. Le vote des questions soumises à la commission se fera à la majorité relative.

ARTICLE 3 : MISSIONS ET RÔLE DE LA COMMISSION

La commission de veille sur la réduction de la consommation foncière est une instance consultative d'échanges, de travail et qui peut émettre des avis consultatifs.

Il est toutefois rappelé que la mise en place de cette commission s'appuie sur la réflexion que la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF), exercée sur une commune du territoire présente un impact sur l'enveloppe de consommation foncière affectée globalement au territoire de la CCPBS.

En ce sens, la mise en œuvre d'une opération d'aménagement ou la délivrance d'une autorisation d'urbanisme constitutive de consommation d'ENAF présente une portée collective qui doit être discutée collégialement.

Les missions de la commission sont les suivantes :

1. Suivi des opérations d'aménagement :

- examiner et émettre un avis sur les opérations d'aménagement (avant-projets ou projets d'opérations d'aménagement en cours d'instruction dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme) pour analyser leur impact avec les objectifs de réduction de la consommation foncière sur le territoire de la CCPBS ;
- examiner et émettre un avis en matière d'aménagement commercial (sur les avant-projets ou projets en cours d'instruction dans le cadre d'une demande d'autorisation d'exploitation commerciale) pour vérifier leur conformité avec les critères fixés en matière d'artificialisation des sols à l'article L.752-6 du Code de commerce ;
- examiner avec le maire de la commune concernée et l'appui du conseil juridique de la CCPBS, les solutions juridiques offertes pour différer l'examen d'un projet (sursis à statuer) voire le refuser en cas de consommation excessive bouleversant la trajectoire de réduction de consommation foncière fixée sur le territoire ;
- examiner et émettre un avis sur la qualité des opérations d'aménagement et notamment celles qui seront examinées dans le cadre des demandes d'aides prévues par le PLH qui sera opposable en ce qui concerne la mobilisation du fonds d'investissement foncier et immobilier ;
- veiller à ce que les projets favorisent la densification et la réhabilitation des espaces urbains déjà existants ;
- s'assurer que les zones agricoles, naturelles et forestières sont correctement protégées et non affectées de manière excessive par les nouveaux projets et le cas échéant examiner les pistes de renaturation pouvant être mises en œuvre.

2. Veille réglementaire et technique :

- suivre l'évolution des législations et des directives sur la consommation foncière au niveau national, régional et local ;
- proposer des adaptations de la politique locale en fonction des nouvelles régulations et meilleures pratiques observées sur d'autres territoires ;
- préparer la transition du modèle de réduction de la consommation foncière vers la mise en œuvre du zéro artificialisation nette (ZAN) à partir de 2031.

3. Accompagnement des communes :

- fournir un accompagnement aux communes membres en matière de stratégie foncière durable et de gestion des espaces ;
- organiser des formations pour les élus et techniciens locaux afin de promouvoir la gestion économe du foncier.

4. Suivi et évaluation des impacts :

- mesurer la consommation en application des indicateurs fixés par la conférence régionale de gouvernance « ZAN » (compteur MOS) ;
- mesurer les progrès réalisés en matière de réduction de la consommation foncière à travers la production du rapport triennal d'artificialisation des sols prévu à l'article L.2231-1 du CGCT ;
- identifier les écarts entre les objectifs fixés et les résultats obtenus, et recommander des actions correctives si nécessaire.

5. Sensibilisation et communication :

- organiser des événements de sensibilisation à l'échelle de la communauté de communes pour impliquer la population et les acteurs locaux dans la préservation du foncier ;
- communiquer sur les travaux de la commission dans le cadre du rapport d'activité de la CCPBS, présenté aux élus du conseil communautaire et des communes membres.

ARTICLE 4 : FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

1. Fréquence des réunions :

- la commission se réunit au minimum **trimestriellement** et chaque fois que l'un de ses membres ou un projet requiert son intervention.

2. Modalités de décision :

- les décisions de la commission sont prises au moyen d'un vote pour lequel chaque membre (titulaire ou suppléant en son absence) bénéficie d'une voix. Son avis est consultatif.

3. Collaborations externes :

- la commission peut faire appel à des experts externes, consultants ou organismes spécialisés pour soutenir ses travaux, sur décision du président de la commission ou de la majorité de ses membres.

ARTICLE 5 : COMPTE RENDU ET RAPPORT ANNUEL

1. Compte rendu des réunions :

- un procès-verbal de chaque réunion sera rédigé et transmis à tous les membres de la commission.

2. Avis de la commission

- les avis de la commission seront transmis au maire de la commune sur laquelle le projet examiné par la commission est localisé.

3. Rapport annuel :

- un rapport annuel synthétique sera publié, détaillant les travaux de la commission, les projets suivis, les résultats obtenus et les actions recommandées pour l'année suivante. Ce rapport sera présenté le cadre du rapport d'activité de la CCPBS, présenté aux élus du conseil communautaire et des communes membres.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DES COLLECTIVITÉS

La présente charte de veille sur la réduction de la consommation foncière a été présentée pour avis aux communes du territoire et validée par elles.

En signant cette charte, les collectivités et leurs représentants s'engagent à :

1. désigner un représentant et un suppléant qui participeront activement aux réunions et aux travaux de la commission ;
2. assurer une collaboration constructive avec les autres membres et parties prenantes ;
3. respecter les avis émis par la commission ;
4. œuvrer pour la préservation de l'environnement, la gestion durable du foncier et le respect des objectifs de réduction de la consommation foncière.

ARTICLE 7 : DURÉE ET MODIFICATION DE LA CHARTE

1. Opposabilité de la charte :

- la charte s'appliquera dès sa validation par les conseils municipaux et le conseil communautaire et signature par les représentants désignés par ces instances.

2. Durée :

- la charte et la commission qui y est liée est mise en place pour une durée indéterminée.

3. Modification de la charte :

- la présente charte pourra être modifiée en fonction des évolutions du contexte local, national ou des besoins identifiés, après concertation et approbation des membres de la commission et validation par les instances communales et communautaire.

Fait à Pont-l'Abbé,

Le

Monsieur le président de la CCPBS,

Stéphane LE DOARÉ

Madame le maire de la commune

de Tréméoc,

Sonia BORDET

Cette charte engage chaque membre à œuvrer pour une gestion durable et responsable du territoire, en favorisant une urbanisation maîtrisée et respectueuse des ressources foncières.

Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johnny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.
Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

**2026-38/ AVENANT N°1 CHARTE DE REDUCTION DE LA CONSOMMATION
FONCIERE ET CREATION DE LA COMMISSION DEDIEE**

Madame la Maire présente le dossier.

Les travaux d'élaboration du PLUiH en cours ont retranscrit dans le projet de PADD, débattu par les conseils municipaux le 9 janvier 2025 et par le conseil communautaire le 5 février 2025, un objectif de réduction de la consommation foncière en fixant une trajectoire de réduction oscillant entre - 40 et - 50 %.

Toutefois, il demeure à ce stade de nombreuses inconnues règlementaires et de remontée de projets qui permettront d'affiner la répartition de cette enveloppe sur le territoire de la CCPBS. Pour autant, il est essentiel dans l'attente de l'affectation des enveloppes de consommation foncière aux différentes collectivités, d'avoir une observation et vigilance concernant les projets ou autorisations d'urbanisme impactant l'enveloppe globale de consommation foncière qui sera établie à l'échelle du territoire de la CCPBS.

C'est pourquoi le conseil communautaire du 3 juillet 2025, a délibéré sur la mise en place d'une charte relative à la réduction de la consommation foncière et d'une commission consultative dédiée. La charte a par la suite été signée entre la CCPBS et chaque commune du territoire.

Les missions dévolues à cette commission dédiée s'articulent autour des objectifs suivants :

1. suivi des tendances de consommation foncière : identifier les dynamiques de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) sur le territoire ;
2. analyse des projets engendrant de la consommation foncière : examiner et émettre un avis sur les projets de développement urbain et leur incidence sur les objectifs de préservation des espaces naturels en cours d'écriture dans le cadre de l'élaboration du PLUiH ;
3. émettre des propositions de rattachement des projets aux différentes strates d'enveloppes de consommation foncière (Sioca, CCPBS, communes) ;
4. veille sur la qualité des opérations d'aménagement structurantes du territoire : formuler des recommandations et examiner les demandes de versement des aides de l'habitat en lien avec la charte de qualité des opérations d'aménagement issue du PLH ;
5. communication et sensibilisation : échanger sur les bonnes pratiques, assurer la veille réglementaire, présenter les outils techniques et juridiques à disposition des collectivités et promouvoir des solutions alternatives pour un aménagement plus responsable et vertueux ;
6. évaluation de l'impact des politiques publiques : suivre et évaluer les mesures de gestion foncière mises en place au niveau local.

Au regard des articles L.2121-22 et L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales peuvent être formées « des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres ».

Ces commissions thématiques sont des groupes de réflexion, chargés de débattre sur les actions à mener et les projets à mettre en œuvre, et de formuler des propositions d'actions.

Les commissions thématiques ne sont pas obligatoires ; elles portent sur les finances, les ressources humaines, les compétences de la communauté de communes.

Le nombre de commissions est librement fixé par le conseil, tout comme le nombre des membres qui les compose.

Depuis la loi « engagement et proximité » du 27 décembre 2019, un conseiller communautaire absent peut être remplacé par un conseiller municipal de sa commune désigné par le maire, dans le respect du principe de représentation proportionnelle applicable à la composition des commissions thématiques.

De plus, les élus municipaux suppléant le maire ou ayant reçu délégation peuvent assister aux commissions sans participer aux votes.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé au conseil municipal de prendre acte de la désignation des représentants de la commune au sein de la commission communautaire et d'autoriser le maire à signer l'avenant de mise à jour de la charte de veille sur la réduction de la consommation foncière.

Le président de la CCPBS sera président de droit de cette commission pour laquelle il est proposé que la vice-présidence soit assurée par M. Yannick LE MOIGNE, vice-président délégué à l'aménagement. En référence à la charte de gouvernance liée à la compétence PLU qui pose le principe de représentation de chaque collectivité de manière équitable, chaque commune doit désigner un représentant (un titulaire et un suppléant) qui devra assister aux travaux de cette commission.

Il est précisé que le titulaire et le suppléant pourront assister ensemble aux travaux de la commission pour assurer une meilleure continuité et transmission des informations mais chaque commune et la CCPBS ne disposeront que d'une voix. Le vote des questions soumises à la commission se fera à la majorité relative.

Le conseil communautaire, en date du 30 avril 2026, a autorisé le président à signer l'avenant de mise à jour de cette charte (élus communaux référents) avec chaque commune et a mis à jour les membres de cette commission communautaire dédiée à la réduction de la consommation foncière assurant la représentation de toutes les communes et composée des membres suivants pour la commune de Tréméoc :

- M. Xavier HENNEQUIN, adjoint à l'aménagement, l'environnement et cadre de vie, membre titulaire ;

- Mme Françoise TRIN, conseillère déléguée à l'urbanisme et l'habitat, suppléante.

Considérant l'intérêt d'une commission de veille sur la réduction de la consommation foncière dans le cadre de l'élaboration du PLUIH ;

Vu les articles L.2121-22 et L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

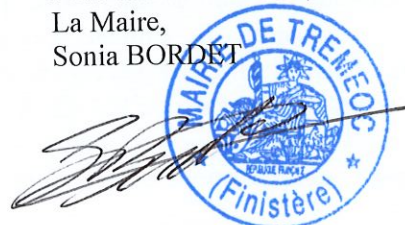
- **De prendre acte de la désignation des représentants de la commune au sein de la commission communautaire ;**
- **D'autoriser la maire à signer l'avenant de mise à jour de la charte de veille sur la réduction de la consommation foncière figurant en annexe.**

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,

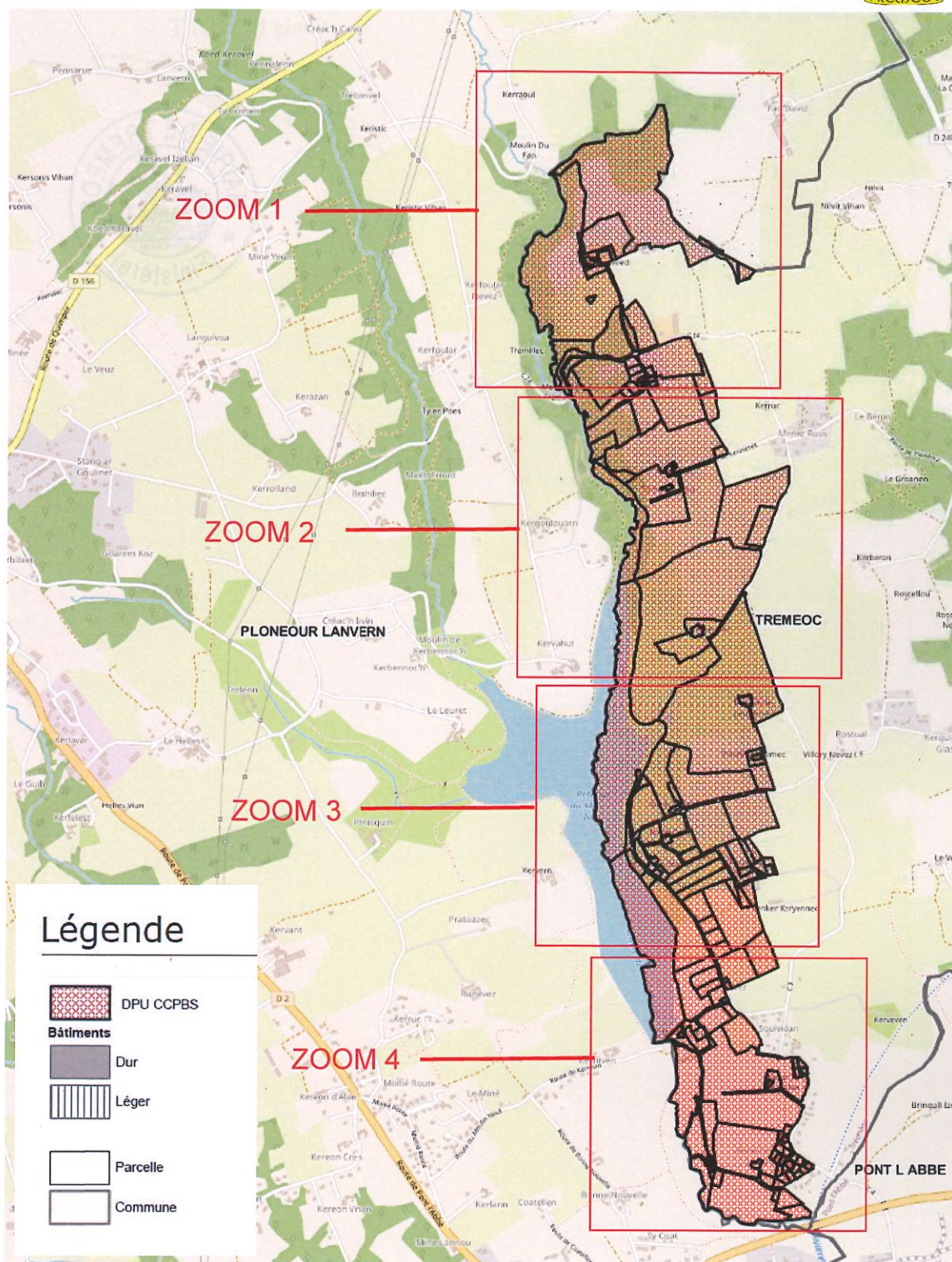
La Maire,

Sonia BORDET

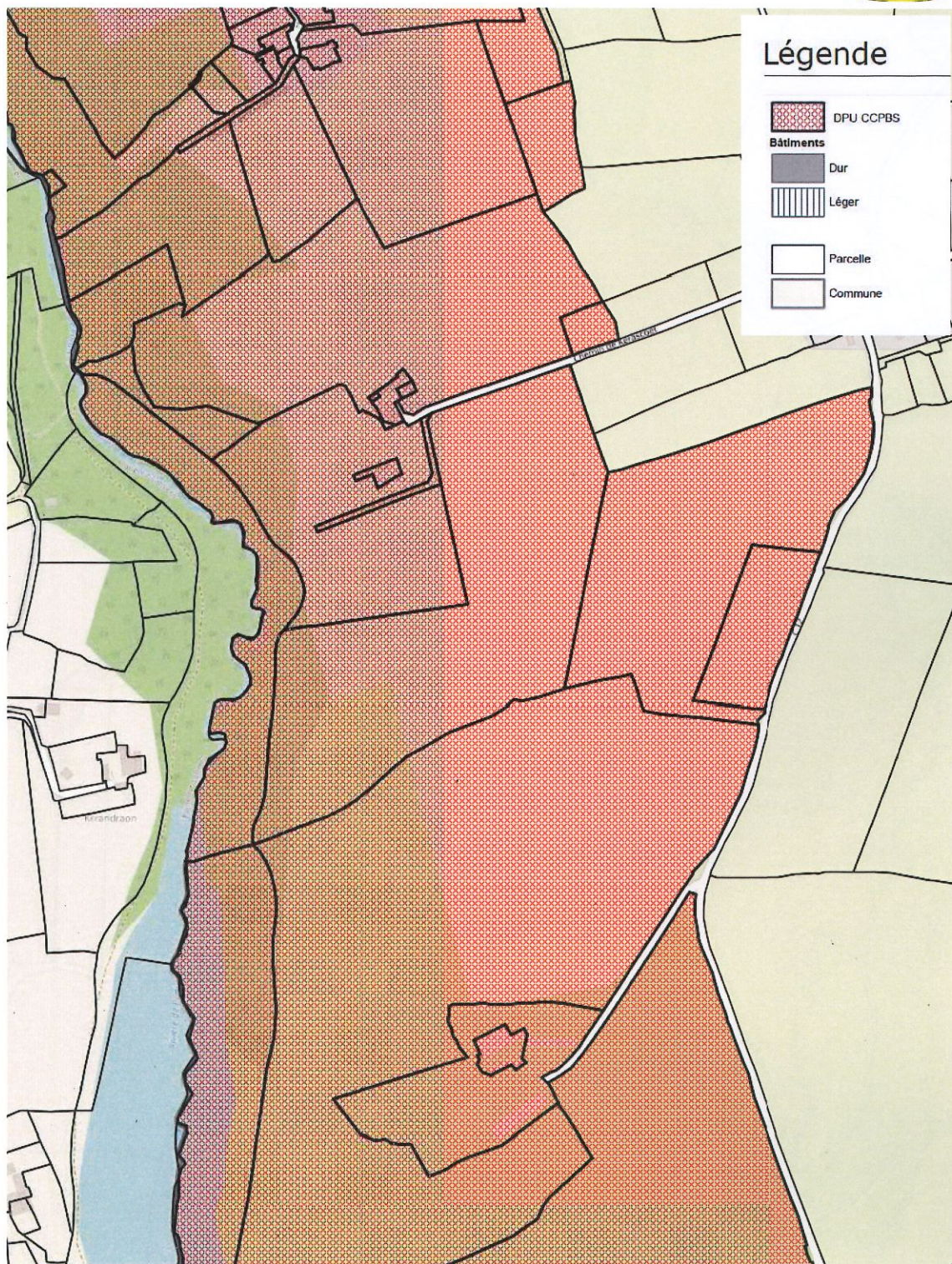


Annexe à la délibération n°2026-39 / Périmètre du droit de préemption urbain

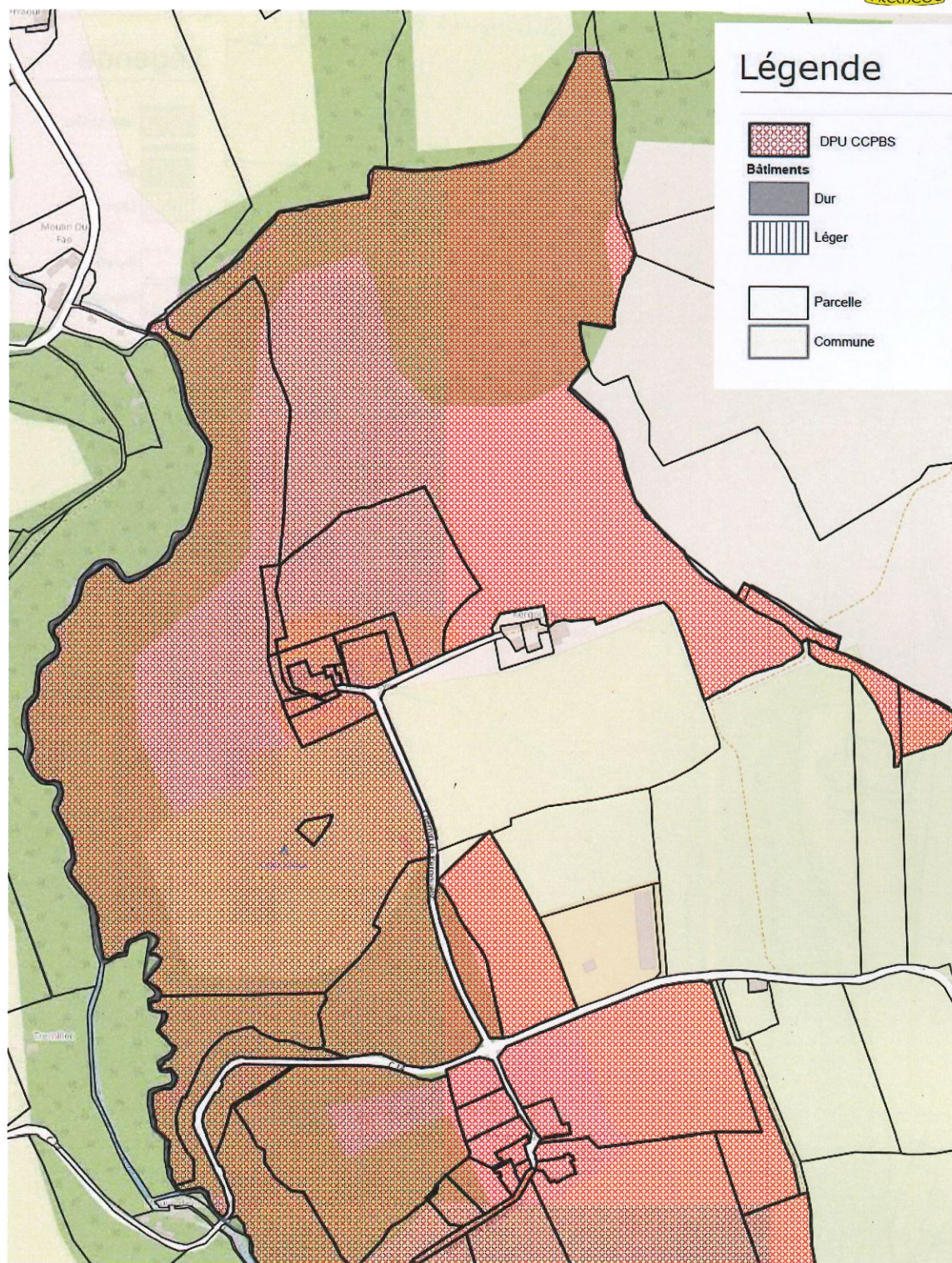
TREMEOC - Secteur 296-1



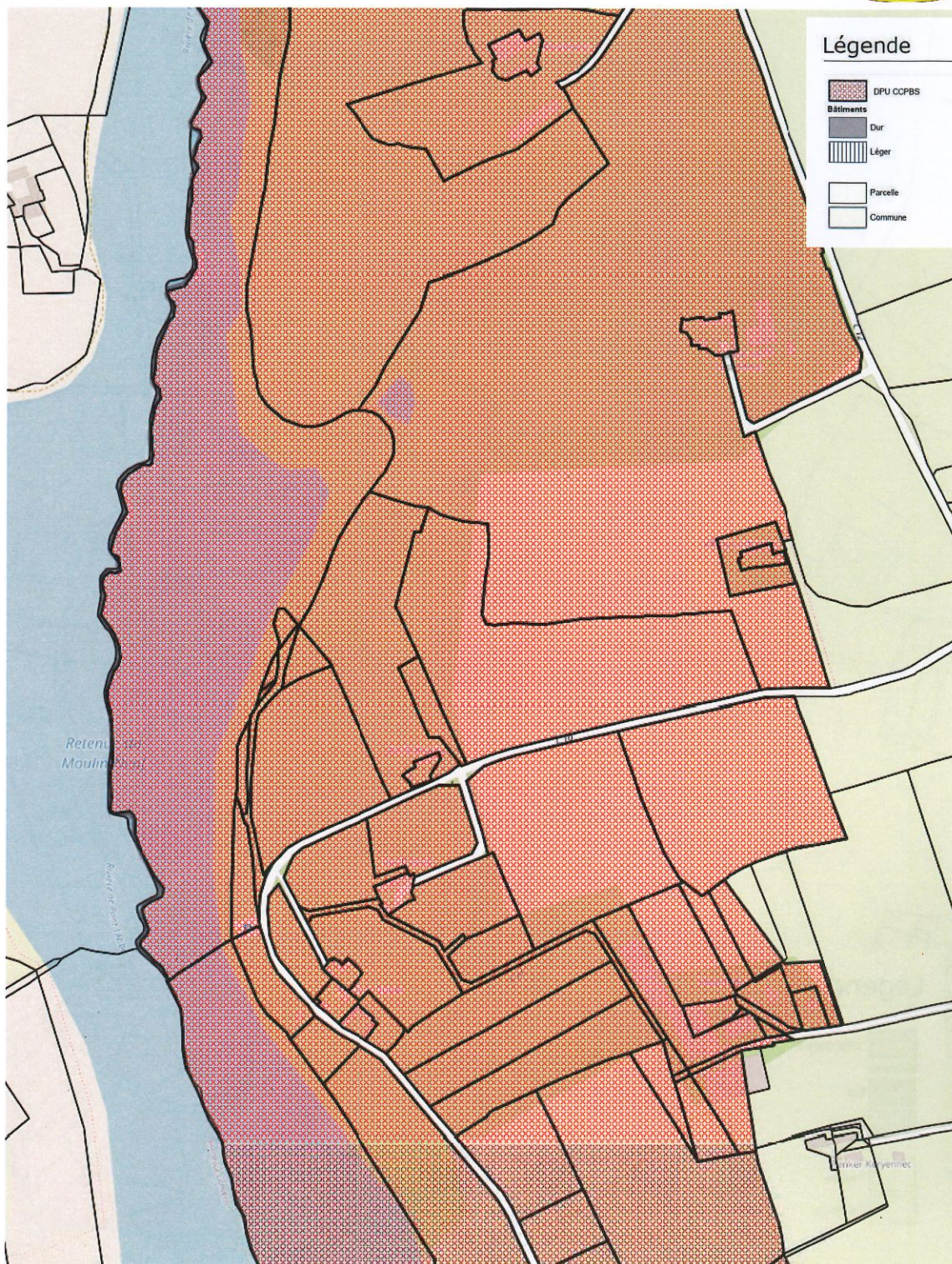
TREMEOC - Secteur 296-1 (zoom2)



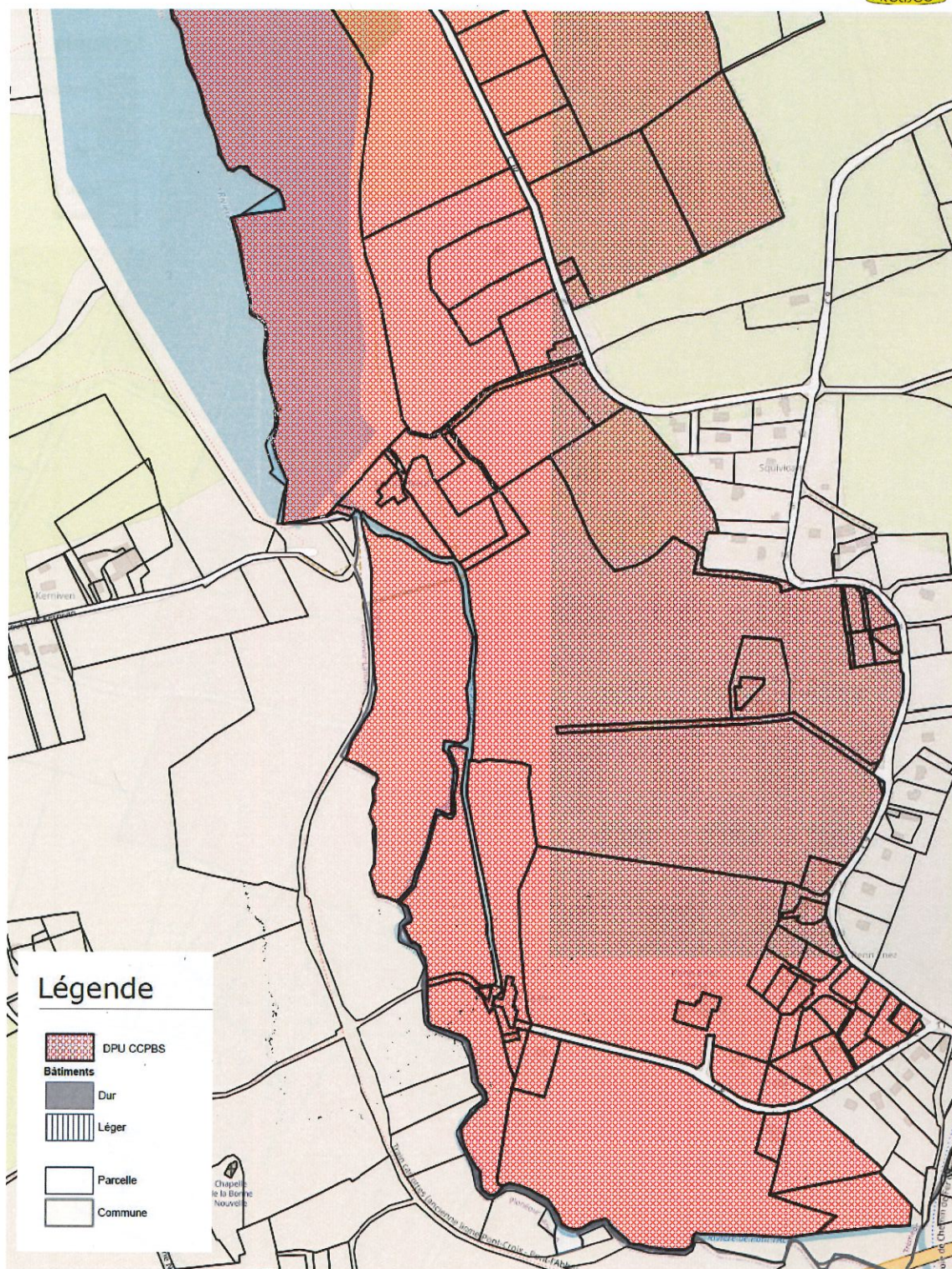
TREMEOC - Secteur 296-1 (zoom1)



TREMEOC - Secteur 296-1 (zoom3)



TREMEOC - Secteur 296-1 (zoom4)



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-39/ PERIMETRE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN :

Madame la Maire présente le dossier.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.211-1 et suivants, L.212-2 et suivants, L.213-1 et suivants, et L.215-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment l'article L.2122-22-15° ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 14/12/2021 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays bigouden sud et opérant le transfert en lieu et place des communes membres, de la compétence « plan local d'urbanisme » ;

Vu les statuts de la communauté de communes du Pays bigouden sud ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Tréméoc approuvé le 7/10/2004, révisé de manière simplifiée le 11/12/2013, modifié les 11/12/2013 et 26/12/2018 et mis à jour les 04/02/2019 et 27/09/2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° C-2022-01-19-01, en date du 19/01/2022, par laquelle la communauté de communes du Pays bigouden sud a instauré le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU des plans locaux d'urbanisme (PLU) exécutoires sur ses communes membres (Combrit, Guilvinec, Île-Tudy, Loctudy, Penmarc'h, Plobannalec-Lesconil, Pont-l'Abbé, Saint-Jean-Trolimon, Tréffiagat, Tréguennec, Tréméoc), mais également sur les périmètres de captage ;

Vu les délibérations du conseil communautaire n° C-2022-03-31-05, en date du 31/03/2022, et n° C-2022-09-29-06, en date du 29/09/2022, et n° C-2026-04-30-52, en date du 30/04/2026, portant respectivement sur la mise à jour du périmètre du droit de préemption urbain sur les communes de Loctudy, du Guilvinec et de Combrit et modifiant la délibération n° C-2022-01-19-01 en date du 19/01/2022 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° C-2026-04-30-53, en date du 30/04/2026, par laquelle la communauté de communes du Pays bigouden sud, a partiellement délégué aux communes membres susvisées l'exercice du droit de préemption urbain sur la totalité des zones U et AU des plans locaux d'urbanisme exécutoires, à l'exception des zones Ui, 1AUi et 2AUi de ces mêmes plans locaux d'urbanisme, et des secteurs concernés par les périmètres faisant l'objet d'une protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique (Prise d'eau de Pen Enez et retenue du Moulin Neuf – commune de Tréméoc), dans le respect des dispositions fixées aux articles L.213-3 et R.213-1 du Code de l'urbanisme.

Considérant que l'arrêté préfectoral, en date du 14/12/2021 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays bigouden sud et opérant le transfert en lieu et place des communes membres, de la compétence « plan local d'urbanisme » au 1^{er} janvier 2022, emporte de plein droit le transfert de compétence en matière de droit de préemption urbain (DPU) ;

Considérant que la communauté de communes du Pays bigouden sud est dès lors titulaire du droit de préemption urbain, depuis le 1^{er} janvier 2022, en lieu et place des communes ;

Considérant que par délibération du conseil communautaire, en date du 19/01/2022, un droit de préemption urbain sur la totalité des zones U et AU des PLU exécutoires sur ses communes membres susvisées mais également sur les périmètres faisant l'objet d'une protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique (Prise d'eau de Pen Enez et retenue du Moulin Neuf – commune de Tréméoc) a été institué ;

Considérant que par délibérations du conseil communautaire, en date des 31/03/2022, 29/09/2022, et 30/04/2026, le périmètre du droit de préemption urbain a été mis à jour respectivement sur les communes de Loctudy, du Guilvinec et de Combrit ;

Considérant que par délibération du conseil communautaire, en date du 30/04/2026, le droit de préemption urbain a été délégué, en application de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme, aux communes membres de la communautés de communes sur la totalité des zones U ou AU des PLU exécutoires sur leur territoire à l'exception des zones Ui, 1AUi, 2AUi et des secteurs concernés par les périmètres faisant l'objet d'une protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique (Prise d'eau de Pen Enez et retenue du Moulin Neuf – commune de Tréméoc) ;

Considérant que l'article L.2122-22-15° du Code général des collectivités territoriales précise que : « Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) *d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L.211-2 à L.211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal* »

Considérant que l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme précise que : « *Le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit (...), à une collectivité locale, (...) et que cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire.* » ;

Considérant que par délibération du conseil communautaire, en date du 30/04/2026, le droit de préemption urbain a été délégué, en application de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme, aux communes membres de la communautés de communes du Pays bigouden sud sur la totalité des zones U ou AU des PLU exécutoires sur leur territoire à l'exception des zones Ui, 1AUi, 2AUi et des secteurs concernés par les périmètres faisant l'objet d'une protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique (Prise d'eau de Pen Enez et retenue du Moulin Neuf – commune de Tréméoc) ;

Considérant dès lors que la commune de Tréméoc est bien en charge de l'exercice du droit de préemption urbain sur la totalité des zones U et AU du PLU en vigueur à l'exception des secteurs d'intervention communautaire susvisés et figurant en annexe ;

Considérant qu'il est de bonne administration de déléguer, en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le droit de préemption au maire ;

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du CGCT, le maire peut également déléguer l'exercice de ses droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

Considérant qu'en application de l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme et de l'article L.2122-22 du CGCT, il est proposé que le maire ait la possibilité, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, de prendre la décision de déléguer son droit de préemption dans les conditions suivantes qui sont fixées par le conseil municipal :

- déléguer le droit de préemption urbain à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement ;
- pour une action ou opération d'aménagement ayant objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, conformément à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme, dans le respect de la sphère de compétences des organismes visés par l'article L.213-3 du même code.

Ainsi, la communauté de communes du Pays bigouden sud pourrait se voir déléguer par le maire l'exercice du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur son territoire (en zone Uh par exemple), pour la réalisation d'une action ou opération d'aménagement, conforme à ses compétences et à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

- **D'accepter la délégation du droit de préemption donnée à la commune par la CCPBS ;**
- **D'abroger les dispositions de la délibération n° 2026-17, en date du 27/03/2026, relatives à la délégation du conseil municipal au maire en matière de préemption, prises en application de l'article L.2122-22 15°) du CGCT ;**
- **D'autoriser la maire à exercer au nom de la commune, dans le cadre de la délégation donnée à la commune par la CCPBS, le droit de préemption urbain visé aux articles L.211-1 et suivants du Code de l'urbanisme, également dans l'hypothèse d'une procédure d'adjudication (article R.213-15 du Code de l'urbanisme).**
- **D'autoriser la maire à exercer le droit de préemption dans les zones d'aménagement différé et les périmètres provisoires définis aux articles L.212-1 et suivants.**
- **De permettre à la maire de déléguer le droit de préemption urbain, à l'occasion de l'aliénation d'un bien :**
 - **à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement ;**
 - **pour une action ou opération d'aménagement ayant objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, conformément à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme, dans le respect de la sphère de compétences des organismes visés par l'article L.213-3 du même code ;**
 - **d'autoriser la maire à se substituer au département, au conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ainsi qu'à l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional dans l'exercice du droit de préemption visé aux articles L.215-1 et suivants du Code de l'urbanisme à l'intérieur des espaces naturels sensibles définis aux articles L.113-8 et suivants du même code et dans les parcs nationaux ou parcs naturels régionaux, lorsque le département, le conservatoire du littoral ou l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional ont renoncé à exercer leur droit de préemption ou ne sont pas compétents ;**

- D'autoriser la maire à signer tous les actes et engager toute procédure, consécutifs à la décision de préemption ;
- D'autoriser la maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET



Registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de TREMEOC, pendant l'année 2026.

L'an deux mil vingt-six le cinq juin à 19 heures 00

Séance ordinaire du Conseil Municipal de la Commune de Tréméoc

Réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Sonia BORDET, Maire.

Étaient présents à l'ouverture de la séance :

Sonia BORDET, Priscilla DEBRIX LECLERCQ, Catherine ROY, Françoise TRIN, Alexandre COCHARD, Xavier BRETON, Perrine DREZEN, Stéphane MASZCZYK, Roseline COURROT, Vincent FOLENS, Myrddin SCOTET, Jean-Luc MICHELET, Pascal CLAISSE, Solène GUEVEL PATIASHVILI, Marie-Laure LE PEMP

Absents excusés ayant donné procuration :

Johnny MEUR à Sonia BORDET

Xavier HENNEQUIN à Alexandre COCHARD

Amandine LE GUELLEC à Perrine DREZEN

Nathalie LE GOFF à Françoise TRIN

Date de convocation : 1^{er} juin 2026

Après avoir procédé à l'appel des présents, Madame la Maire constate que le quorum est atteint.

Madame Priscilla DEBRIX LECLERCQ est nommée secrétaire de séance.

2026-40/ REPRESENTATIONS EXTERIEURES

Considérant que la proposition de représentation a été faite à l'ensemble des membres du Conseil Municipal ;

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré,

DECIDE, à l'Unanimité,

- **De ne pas procéder au vote à bulletin secret pour désigner les élus référents du conseil, conformément à l'article L.2121-21 du CGCT.**
- **De nommer les élus référents tels que définie ci-après :**
 - **Référent tempête : Xavier HENNEQUIN**
 - **Référent bénévole : Xavier BRETON**

*Délibération rendue exécutoire
Télétransmise à la Préfecture le 9 juin 2026
Publiée ou notifiée le 9 juin 2026*

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sonia BORDET

